



NATIONS UNIES

CONSEIL

DE SECURITE UN LIBRARY



MAY 20 1982

Distr.  
GENERALE

S/15079

20 mai 1982

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORCE DES NATIONS UNIES  
CHARGEE D'OBSERVER LE DEGAGEMENT

(pour la période allant du 21 novembre 1981 au 20 mai 1982)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION .....	1
I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE .....	2 - 10
A. Composition et commandement .....	2 - 4
B. Déploiement .....	5 - 7
C. Relève des contingents .....	8
D. Discipline .....	9
E. Morts et blessés .....	10
II. LOGEMENT ET LOGISTIQUE .....	11 - 14
A. Logement .....	11 - 12
B. Logistique .....	13 - 14
III. ACTIVITES DE LA FORCE .....	15 - 23
A. Fonctions et principes directeurs .....	15 - 16
B. Liberté de mouvement .....	17
C. Maintien du cessez-le-feu .....	18
D. Surveillance de l'application de l'Accord sur le dégagement : zones de séparation et de limitation.....	19 - 21
E. Mines .....	22
F. Activités humanitaires .....	23
IV. ASPECTS FINANCIERS .....	24
V. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973) .....	25 - 26
VI. OBSERVATIONS .....	27 - 30

CARTE : DEPLOIEMENT DE LA FNUOD AU MOIS DE MAI 1982

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport porte sur les activités de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) pendant la période allant du 21 novembre 1981 au 20 mai 1982. Il a pour objet de rendre compte au Conseil de sécurité des activités déployées par la FNUOD conformément au mandat que le Conseil lui a confié par sa résolution 350 (1974) du 31 mai 1974 et qu'il a prorogé par ses résolutions 363 (1974) du 29 novembre 1974, 369 (1975) du 20 mai 1975, 381 (1975) du 30 novembre 1975, 390 (1976) du 28 mai 1976, 398 (1976) du 30 novembre 1976, 408 (1977) du 26 mai 1977, 420 (1977) du 30 novembre 1977, 429 (1978) du 31 mai 1978, 441 (1978) du 30 novembre 1978, 449 (1979) du 30 mai 1979, 456 (1979) du 30 novembre 1979, 470 (1980) du 30 mai 1980, 481 (1980) du 26 novembre 1980, 485 (1981) du 22 mai 1981 et 493 (1981) du 23 novembre 1981.

### I. COMPOSITION ET DEPLOIEMENT DE LA FORCE

#### A. Composition et commandement

2. Au 20 mai 1982, la composition de la FNUOD était la suivante :

Autriche .....	526
Canada .....	220
Finlande .....	390
Pologne .....	131
Observateurs militaires des Nations Unies (sous contrôle opérationnel de l'ONUST) .....	12
Total .....	<u>1 279</u>

3. En outre, des observateurs de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), qui sont affectés à la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne, fournissent un appui à la FNUOD selon les besoins.

4. Les fonctions du général de division Erkki R. Kaira, qui a continué à assurer le commandement de la Force, prennent fin le 31 mai 1982. Sous réserve de la prorogation du mandat de la FNUOD par le Conseil de sécurité, le général Karl-Gustav Stahl de Suède prendra le commandement de la Force à compter du 1er juin 1982 (S/15019 et S/15020).

#### B. Déploiement

5. Le personnel de la FNUOD demeure déployé à l'intérieur ou à proximité de la zone de séparation, les camps de base et les unités logistiques étant installés dans les environs. La FNUOD a son quartier général à Damas. Le déploiement de la FNUOD au 20 mai 1982 est indiqué sur la carte jointe au présent rapport.

6. Le bataillon autrichien occupe actuellement 19 positions et 7 avant-postes et effectue 16 patrouilles quotidiennes et 13 autres patrouilles à intervalles irréguliers dans la zone de séparation qui est située au nord de la route de Damas à Kounéïtra, y compris cette dernière. Le bataillon finlandais occupe 15 positions et 4 avant-postes et effectue 15 patrouilles quotidiennes et 12 autres patrouilles à intervalles irréguliers dans la zone de séparation qui est située au sud de la route de Damas à Kounéïtra.

7. Le camp de base du bataillon autrichien est situé à proximité de Wadi Faouar, à 8 km à l'est de la zone de séparation. Le camp de base du bataillon finlandais se trouve près du village de Ziouani, à l'ouest de la zone de séparation. Le bataillon autrichien continue de partager son camp de base avec l'unité logistique polonaise, tandis que le bataillon finlandais partage le sien avec l'unité logistique canadienne. L'unité canadienne des transmissions a des détachements dans les camps de Ziouani et Faouar ainsi qu'à Damas et à Kounéïtra. Des détachements de police militaire sont basés à Damas, à Tibériade et au camp de Ziouani.

#### C. Relève des contingents

8. Le contingent autrichien a été relevé partiellement le 24 novembre, le 3 décembre 1981, le 23 février et le 4 mars 1982. Le contingent finlandais a été relevé le 3 décembre 1981, les 3 et 4 février et les 5 et 6 mai 1982. L'unité logistique polonaise a été relevée les 2 et 12 décembre 1981. L'unité logistique canadienne est relevée, par petits groupes, toutes les deux ou trois semaines.

#### D. Discipline

9. La discipline, l'esprit d'entente et la fermeté de tous les membres de la Force ont été remarquables, ce qui fait honneur aux soldats et à leurs supérieurs, ainsi qu'aux pays qui fournissent des contingents à la Force.

#### E. Morts et blessés

10. Pendant la période considérée, la Force n'a subi aucune perte en hommes (tués ou blessés rendus invalides).

### II. LOGEMENT ET LOGISTIQUE

#### A. Logement

11. Avec la construction de dix bâtiments préfabriqués, on a continué à améliorer les conditions de vie et de travail du personnel de la Force. Divers autres travaux mineurs d'agrandissement et de modernisation des locaux ont été achevés au cours des six derniers mois.

12. Depuis sa création, la Force a son quartier général dans des locaux loués à Damas. Comme il est nécessaire de quitter ces locaux, on envisage de réinstaller le quartier général dans des bâtiments préfabriqués.

## B. Logistique

13. Le soutien logistique de deuxième et troisième lignes continue à être assuré par les unités logistiques canadienne et polonaise. L'aéroport international de Damas continue à servir de tête de pont aérien pour la FNUOD pour tous les vols destinés à la relève des contingents et à l'approvisionnement. Les expéditions maritimes passent par les ports de Lahaquié et de Tortose. Le contrôle des mouvements aériens s'effectue à Damas et les expéditions maritimes sont confiées à des agents locaux. Un soutien aérien local est assuré par l'ONUST sur demande.

14. Un stock de deuxième ligne de 180 jours, constitué au sein de l'unité logistique canadienne, comprend des fournitures de bureau, du matériel de nettoyage et des pièces détachées de véhicules. Un contrat d'achat en gros a été conclu pour la fourniture de pièces détachées de véhicules et des économies ont été réalisées grâce à l'achat groupé de matériel de nettoyage et de fournitures de bureau. On s'efforce actuellement d'améliorer les installations de stockage des fournitures du camp de Ziouani et d'accroître la capacité d'entreposage des aliments surgelés. La construction de l'atelier de réparation de véhicules de la FNUOD à Damas a été terminée en 1982.

## III. ACTIVITES DE LA FORCE

### A. Fonctions et principes directeurs

15. Les fonctions et les principes directeurs de la FNUOD ainsi que ses tâches demeurent ceux qui étaient exposés dans le rapport du Secrétaire général en date du 27 novembre 1974 (S/11563, par. 8 à 10).

16. La FNUOD a continué, avec la coopération des parties, à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées. Son action a été facilitée par les contacts étroits que le Commandant de la force et son état-major ont maintenus avec le personnel militaire d'Israël et de la République arabe syrienne.

### B. Liberté de mouvement

17. Le Protocole de l'Accord sur le dégagement prévoit que tous les contingents jouiront d'une pleine liberté de mouvement. Cependant, le problème des restrictions à la liberté de mouvement continue de se poser. Le Secrétaire général continuera de faire tout son possible pour remédier à cette situation.

### C. Maintien du cessez-le-feu

18. La FNUOD continue de surveiller l'application du cessez-le-feu entre Israël et la République arabe syrienne. Le cessez-le-feu a été maintenu pendant la période considérée. Aucune plainte relative à la zone d'opérations de la FNUOD n'a été déposée par l'une ou l'autre partie à ce sujet.

D. Surveillance de l'application de l'Accord sur le  
dégagement : zones de séparation et de limitation

19. La FNUOD continue de surveiller la zone de séparation de façon à veiller, conformément à son mandat, à ce qu'aucune force militaire n'y soit présente. Elle assure cette surveillance à partir de positions et de postes d'observation fixes qui sont occupés 24 heures sur 24 et au moyen de patrouilles à pied ou motorisées qui parcourent nuit et jour à intervalles irréguliers des itinéraires arrêtés à l'avance. De plus, des avants-postes temporaires ont été établis et des patrouilles effectuées de temps à autre pour certaines tâches. La FNUOD est désormais mieux à même de surveiller la région de nuit grâce à l'acquisition de nouveaux appareils d'observation nocturne.

20. Conformément aux termes de l'Accord sur le dégagement, la FNUOD continue d'effectuer, toutes les deux semaines, les inspections des armements et des forces prévues dans les zones de limitation. Ces inspections sont effectuées avec l'assistance d'officiers de liaison des parties, qui accompagnent les équipes d'inspection de la FNUOD. La FNUOD prête en outre son concours et ses bons offices sur la demande des parties. Dans l'accomplissement de ses fonctions, la FNUOD a continué de bénéficier de la coopération des deux parties, bien que les deux parties aient parfois restreint la liberté de mouvement et d'inspection des équipes de la FNUOD dans certains secteurs. La FNUOD a continué de s'employer à faire lever ces restrictions, de manière à garantir sa liberté d'accès à tous les emplacements, des deux côtés de la zone.

21. La sécurité des bergers syriens qui font paître leurs troupeaux à proximité et à l'ouest de la ligne A (voir la carte) demeure un sujet de préoccupation pour la FNUOD. L'augmentation du nombre de patrouilles sur les nouveaux chemins de patrouille déminés et l'organisation, de temps à autre, de patrouilles régulières dans ces zones ont permis d'éviter des incidents. En outre, la clôture destinée à protéger les pâturages, qui a été installée dans la partie méridionale de la zone de séparation et dont la longueur est maintenant de 13 km environ, a jusqu'à présent permis de réduire le nombre des incidents.

E. Mines

22. Les mines continuent de présenter un danger pour les membres de la Force et pour la population locale. C'est là un sujet de préoccupation pour la FNUOD et la Force continue de s'employer, en consultation avec les parties, à procéder au déminage de la région. Pendant la période considérée, quatre équipes polonaises de techniciens ont déminé 10 440 mètres de chemin de patrouille et 5 150 m<sup>2</sup> dans les bases situées dans la zone de séparation. Lors de l'opération, 33 obus d'artillerie, 10 obus de mortier, six mines antipersonnel et une grenade à main ont été détruits ainsi que 600 kg d'autres explosifs.

/...

#### F. Activités humanitaires

23. La FNUOD a continué d'aider le Comité international de la Croix-Rouge en lui offrant des facilités pour les réunions entre les membres des familles et les échanges d'étudiants. Cependant, depuis le 15 février 1982, aucune réunion entre les membres des familles n'a pu avoir lieu en raison des événements concernant les hauteurs du Golan.

#### IV. ASPECTS FINANCIERS

24. Aux termes de sa résolution 36/66 A du 30 novembre 1981, l'Assemblée générale a notamment autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses pour la FNUOD jusqu'à concurrence d'un montant brut de 2 662 333 dollars par mois (le montant net étant de 2 630 833 dollars) pour la période allant du 1er juin au 30 novembre 1982 inclus, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de la période de six mois autorisée en vertu de sa résolution 493 (1981) du 23 novembre 1981. En conséquence, si le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la FNUOD au-delà du 21 mai 1982, les dépenses nécessaires au financement de la FNUOD jusqu'au 30 novembre 1982 à la charge de l'Organisation des Nations Unies se situeraient dans les limites de l'autorisation d'engagement de dépenses accordée par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/66 A, à supposer que les effectifs de la Force demeurent ce qu'ils sont actuellement et que ses responsabilités demeurent les mêmes. A sa trente-septième session, l'Assemblée générale devra prendre les dispositions financières voulues pour les périodes postérieures au 30 novembre 1982, si le Conseil de sécurité proroge le mandat de la Force au-delà de cette date.

#### V. APPLICATION DE LA RESOLUTION 338 (1973)

25. Lorsqu'il a décidé par sa résolution 493 (1980) de renouveler le mandat de la FNUOD pour une nouvelle période de six mois, le Conseil de sécurité a également demandé aux parties intéressées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973) et a prié le Secrétaire général de présenter à la fin de cette période un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer cette résolution.

26. La recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient et, en particulier, les efforts déployés à divers échelons en vue de l'application de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, sont exposés dans le rapport du Secrétaire général sur le problème du Moyen-Orient (A/36/665-S/14746), présenté en application de la résolution 35/207 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1980. Le Secrétaire général est resté en relation à ce sujet avec les parties et les gouvernements intéressés.

#### VI. OBSERVATIONS

27. La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, qui a été créée en mai 1974 afin de surveiller l'application du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité et celle de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes

et syriennes en date du 31 mai 1974, a continué à remplir efficacement ses fonctions avec la coopération des parties. Pendant la période considérée, la situation dans le secteur Israël-Syrie est demeurée calme et il n'y a pas eu d'incidents graves.

28. Malgré le calme qui règne actuellement dans le secteur Israël-Syrie, la situation demeure potentiellement dangereuse dans tout le Moyen-Orient et risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient. Je continue à espérer que tous les intéressés feront des efforts énergiques pour s'attaquer au problème sous tous ses aspects, en vue d'arriver à un règlement de paix juste et durable, comme le Conseil de sécurité l'a demandé dans sa résolution 338 (1973).

29. Dans ces conditions, je considère qu'il est essentiel de maintenir la présence de la FNUOD dans la région. Je recommande donc au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 30 novembre 1982. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a donné son assentiment à la prorogation proposée. Le Gouvernement israélien a également exprimé son accord.

30. En concluant le présent rapport, je tiens à remercier les gouvernements qui mettent des contingents à la disposition de la FNUOD et ceux qui fournissent les services des observateurs militaires de l'ONUST affectés à la Force. Je saisis également cette occasion pour rendre hommage au général Erkki Kaira, commandant de la FNUOD qui quitte ses fonctions le 31 mai 1982 ainsi qu'aux officiers, sous-officiers et soldats de la Force et à son personnel civil, de même qu'aux observateurs militaires de l'ONUST affectés à la FNUOD. Tous se sont acquittés avec un dévouement et une efficacité exemplaires des tâches importantes que leur a confiées le Conseil de sécurité.

/...







